

POLITIQUE

RDCONGO

Le président Joseph Kabila JOUÉ LES PROLONGATIONS

► Son mandat est pourtant arrivé à échéance le 19 décembre dernier....

► La République démocratique du Congo pourrait rester sur le devant de l'actualité une bonne partie de l'année 2017. En cause, le sort du président Joseph Kabila. Officiellement, et selon la Constitution qu'il a lui-même ratifiée en 2006, le président Kabila aurait dû organiser l'élection de son successeur en novembre dernier et aurait dû lui laisser son siège le 19 décembre 2016.

C'est que le fils de Laurent-Désiré Kabila, arrivé sur le trône du Congo à la suite de l'assassinat de son père Laurent-Désiré, a atteint les limites que lui fixe la Constitution congolaise qui n'autorise que deux mandats successifs.

DEPUIS DES MOIS, pourtant, il apparaissait de plus en plus clairement que le pouvoir en place n'avait rien prévu pour la tenue du scrutin en 2016. L'opposition au régime de M. Kabila s'est réunie au mois de juin dernier à La Hulpe, en banlieue bruxelloise, pour tenter de s'organiser et de se présenter unie face au pouvoir sans concession du président Kabila. Nom de ce bloc hétéroclite : le Rassemblement.

Malgré ce front de l'opposition, le pouvoir de Kinshasa est resté sourd aux appels pour la tenue des élections. Mieux, le pouvoir kabiliste a réussi à organiser un premier dialogue avec les opposants qui n'avaient pas trouvé place dans le Rassemblement. Le 18 octobre dernier, ce dialogue (déconsidéré par le Rassemblement et une grande partie de la société civile) a abouti à la signature d'un accord qui a donné naissance à un

nouveau gouvernement et, surtout, annoncé le report de l'élection présidentielle en 2018.

Un accord qui n'a jamais été reconnu par le Rassemblement et qui a été vivement critiqué par la population congolaise. La tension est remontée d'un cran dans le pays et, face aux

craintes d'une explosion de violence le 19 décembre - date de la fin du second et dernier mandat de Joseph Kabila - les évêques catholiques congolais ont proposé leur médiation pour tenter un dialogue de la dernière chance entre la majorité du président Kabila et le Rassemblement.

Au moment d'écrire ces lignes, le 30 décembre en fin de journée, les négociations entre les deux parties sous les auspices des évêques catholiques congolais se poursuivaient encore. Le clergé congolais a pourtant assuré cette fois que ce dialogue, prévu initialement pour trois jours et déjà prolongé à deux reprises, ne se poursuivrait pas au-delà de ce vendredi.

Les points de blocage étaient encore relativement nombreux même si certaines dernières lignes droites peuvent se révéler miraculeuses.

Les principaux points d'achoppement concernaient le poste de Premier ministre qui devait revenir au Rassemblement mais les deux camps étaient divisés sur la manière de désigner le futur chef du gouvernement. La levée des poursuites contre le principal opposant Moïse Katumbi n'était toujours pas obtenue par l'opposition, de même, crucial,

que la signature de cet accord par le président Kabila.

Hubert Leclercq

La peur d'une explosion populaire

KINSHASA "Le clergé congolais est décidé à obtenir un accord, même au bout de la nuit." La phrase, lâchée sur le coup de 20 h ce vendredi par un membre des négociateurs de ce dialogue entre majorité et opposition, montre la détermination des évêques congolais à obtenir un compromis. Une détermination qui s'explique aussi par la crainte d'une explosion de violence dans les grandes villes de la République démocratique du Congo en cas d'échec.

Depuis des mois, des milliers de Congolais scandent "Kabila mandat esili" (Kabila, le mandat est fini) à toute occasion. Des manifestations en septembre ont fait entre 50 et 100 morts, selon les sources. Celles du 20 et 21 décembre ont coûté la vie à au moins 50 personnes.

La population congolaise, le plus souvent très démunie, ne veut pas d'une prolongation de mandat de Joseph Kabila, responsable de tous les maux du pays. "Cela fait 15 ans qu'il est au pouvoir. Notre situation n'a fait que se détériorer", nous explique un Kinois "prêt à redescendre dans la rue si le président Kabila devait rester en place".

H. Le.